

11

AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
11. März 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	4
VLAAMS PARLEMENT	5
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	6
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	6
ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE (ARCCC)	7
RAAD VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE	7
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	8
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	8
FÖDERALREGIERUNG	19
BELGISCHE NATIONALBANK	22
VLAAMSE REGERING	22
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	23
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT.....	24
EUROPÄISCHER AUSSCHUSS DER REGIONEN (ADR)	24
EUROPARAT - KONGRESS DER GEMEINDEN UND REGIONEN EUROPAS	24
BENELUX PARLAMENT	24
GIPFEL – GROßREGION	24
INTERREGIONALER PARLAMENTARIERRAT IPR - GROßREGION	25
KONFERENZ DER GESETZGEBENDEN VERSAMMLUNGEN DER REGIONEN EUROPAS (CALRE) ..	25
ARBEITSGEMEINSCHAFT EUROPÄISCHER GRENZREGIONEN	25
BELGISCHES STAATSBLETT.....	26
QUELLENVERZEICHNIS	30

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Blutspendeaktion



Bereits zum vierten Mal organisieren die Nachbarn vom Kehrweg (BRF, HLZ DG, KAS Eupen und das Parlament) eine Blutspendeaktion, um das Rote Kreuz zu unterstützen. ... [weiter lesen](#)

AKTUELLE TERMINE

Ausschusssitzungen:

Montag, 16.03.2026

Ausschuss I für allgemeine Politik und Zusammenarbeit, Finanzen, lokale Behörden, Raumordnung, Energie, nachhaltige Entwicklung und Wirtschaftsförderung

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 17.03.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 18.03.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 19.03.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)

Dokument Nr. [130](#) (2025-2026) Nr. 1 03.03.2026

Anhörung der VoG Die Eiche zu ihren Tätigkeiten – Ausschussbericht



**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**

Abgeordnetenversammlung

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 9 au 13 mars 2026

Jeudi, 12/03/2026

Questions orales

Proposition de résolution et projets de loi

1. Proposition de résolution relative à la prévention des violences conjugales et sexuelles et à la prise en charge des auteurs d'infractions à caractère sexuel, n°s [56K1385](#)/1 à 3.

2. Projet de loi visant à transposer la directive (UE) 2023/2226 du conseil du 17 octobre 2023 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et à adapter le cadre existant en matière de coopération administrative dans le domaine fiscal, n°s [56K1249](#)/1 à 4.

3. Projet de loi modifiant la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, le Code pénal social et diverses dispositions de droit pénal social, n°s [56K1373](#)/1 à 3.

4. Projet de loi visant à aggraver les peines en matière de trafic de drogue, de trafic d'armes, d'organisation criminelle et de blanchiment et visant à mettre en concordance la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes et la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes avec le Code pénal du 29 février 2024, n°s [56K1163](#)/1 à 8.

5. Projet de la loi modifiant la loi du 29 février 2024 introduisant le livre Ier du Code pénal et la loi du 29 février 2024 introduisant le livre II du Code pénal, n°s [56K1160](#)/1 à 10.

Cour constitutionnelle - Présentation d'une liste double de candidats pour une fonction de juge d'expression néerlandaise (scrutin secret), n° [56K1400](#)/1.

Prises en considération

(Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution portant diverses dispositions visant à adapter le cadre réglementaire régissant les trotinettes électriques, n° [56K1397](#)/1.

3. Proposition de résolution relative au soutien au secteur chimique en Belgique, n° [56K1402](#)/1.

Votes nominatifs

sur la proposition de résolution et les projets de loi terminés.

Dokument Nr. [56K1396](#)

04.03.2026

Rapport sur les indicateurs de développement durable (février 2026) - Auditions.

Dokument Nr. [56K1379](#)

03.03.2026

Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé et modifiant la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé.



Senat

Réunions de la semaine 9/3/2026 - 15/3/2026

10/3/2026

Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes

Le rapport annuel 2024 relatif au budget de l'UE et quelques rapports spéciaux de la Cour des comptes européenne. Échange de vues avec Mme Annemie Turtelboom, membre de la Cour des comptes européenne.

Dokument Nr. [8-189](#)

04.03.2026

Révision de l'article 195 de la Constitution (Déclaration du pouvoir législatif, voir le «Moniteur belge» n° 111 du 27 mai 2024)
Proposition de révision de l'article 195 de la Constitution en vue d'y insérer une disposition transitoire visant à inscrire le droit à l'approvisionnement alimentaire à l'article 23 de la Constitution et à rééquilibrer le principe de standstill



Parlement de Wallonie

SEANCE PLENIERE: 11/03/2026

1 – PRISES EN CONSIDÉRATION

Éventuellement :

2 – PROJET DE DÉCRET

1. Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 9 février 2026 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant le cadre de la Responsabilité Élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages (Doc. [495](#) (2025-2026) N° 1 et 1bis)

3 – PROPOSITION DE RÉSOLUTION

1. Proposition de résolution visant à la suspension de la procédure d'exclusion du droit aux allocations de chômage pour les aidants proches et à la création d'un statut social protecteur, (Doc. [472](#) (2025-2026) N° 1 à 4)

4 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Hanus à Mme Dalcq, Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité, sur le cri d'alarme de la Fédération des agents des forêts et de l'Amicale des chefs de cantonnement du Département de la nature et des forêts (DNF) par Mme Hanus, MM. Fontaine et Spies (Doc. [497](#) (2025-2026) N° 1) et par MM. Chintinne et Huberty (Doc. [498](#) (2025-2026) N° 1)

2. Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Mme Özen à Mme Galant, Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives, sur les propos infondés, mensongers, inexacts et dénigrants de Mme la Ministre à l'encontre des agents publics wallons par Mmes Özen, Tillieux et M. Witsel (Doc. [499](#) (2025-2026) N° 1)

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Mme Tillieux à Mme Galant, Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives, sur le mépris du dialogue social et la remise en cause de la concertation dans la fonction publique wallonne par Mmes Tillieux, Özen et M. Witsel (Doc. [500](#) (2025-2026) N° 1)

Projet de motion déposé en conclusion des interpellations de Mme Özen à Mme Galant, Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives, sur les propos infondés, mensongers, inexacts et dénigrants de Mme la Ministre à l'encontre des agents publics wallons et de Mme Tillieux à Mme Galant, Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives, sur le mépris du dialogue social et la remise en cause de la concertation dans la fonction publique wallonne par MM. Massaki Mbaki et de Wasseige (Doc. [501](#) (2025-2026) N° 1)

3. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Hazée à M. Dolimont, Mi-

nistre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal, sur la sortie du Traité sur la Charte de l'énergie par M. Hazée (Doc. [502](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Bluge, MM. J.-P. Bastin et Tzanetatos (Doc. [503](#) (2025-2026) N° 1)

4. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Greco à M. Dolimont, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal, sur les conséquences de la précarisation de la population sur le bien-être animal par Mmes Greco, Lambelin et Özen (Doc. [504](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Mauel, MM. J.-P. Bastin et Tzanetatos (Doc. [505](#) (2025-2026) N° 1)

5. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Morreale à M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation, sur le fiasco des taxes antiéconomiques réintroduites par le Gouvernement par Mmes Morreale, De Rodder et Tillieux (Doc. [507](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Bluge et M. de Wasseige (Doc. [508](#) (2025-2026) N° 1)

6. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Dejardin à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur l'évaluation des mesures prises par le Gouvernement en matière de PFAS par Mme Dejardin, MM. Lefèbvre et Lepine (Doc. [509](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Jacqmin et M. Palermo (Doc. [510](#) (2025-2026) N° 1)

7. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Mockel à M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation, sur l'urgence d'une stratégie de réindustrialisation pour la Wallonie par M. Mockel (Doc. [511](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Mauel et M. de Wasseige (Doc. [512](#) (2025-2026) N° 1)

8. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Linard à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur la Boucle du Hainaut par Mme Linard (Doc. [513](#) (2025-2026) N° 1), par M. Lefèbvre (Doc. [514](#) (2025-2026) N° 1) et par MM. Di Antonio et Chintinne (Doc. [515](#) (2025-2026) N° 1)

Dokument Nr. [512](#)

24.02.2026

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de M. Mockel à M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation, sur l'urgence d'une stratégie de réindustrialisation pour la Wallonie par Mme Mauel et M. de Wasseige (Doc. [512](#) (2025-2026) N° 1)

Dokument Nr. [511](#)

24.02.2026

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de M. Mockel à M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation, sur l'urgence d'une stratégie de réindustrialisation pour la Wallonie par M. Mockel (Doc. [511](#) (2025-2026) N° 1)

Mission de la Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux à Neuenahr-les-bains

(02-03-2026)

Une délégation de la Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux composée de Mmes Cremasco, Dejardin et Mauel ainsi que de MM. J.-P. Bastin, Daye et Liradelfo, s'est rendue à Neuenahr-les-bains (Rhénanie-Palatinat, Allemagne) ce vendredi 27 février 2026 dans le cadre d'une mission d'étude sur la reconstruction résiliente dans un contexte post-inondations. ... [lire plus](#)



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [735](#) (2025-2026) nr. 1

09.03.2026

Verslag van de hoorzitting over het beleid voor de versterking van de Nederlandse taalkennis bij leerlingen

Dokument Nr. [734](#) (2025-2026) nr. 1

06.03.2026

Verslag van het verzoekschrift over de rechten van doven en het gebrek aan kwalitatieve doventolken

Dokument Nr. [730](#) (2025-2026) nr. 1

05.03.2026

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over een optimalisering van de procedure voor onteigeningen en verwervingen

Dokument Nr. [725](#) (2025-2026) nr. 1

04.03.2026

Verslag van de hoorzitting over de betaalbaarheid van en het kwaliteitskader voor leermiddelen

Hoe wil Vlaanderen de lerarenopleiding hervormen?

09 maart 2026

De Vlaamse Regering wil de lerarenopleiding hervormen om de onderwijskwaliteit te versterken. Daarbij moet meer nadruk komen op vakinhoud, vakdidactiek en klasmanagement. In het najaar

van 2025 werkte de Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie (NVAO) een rapport uit over de lerarenopleidingen voor kleuter- en lager onderwijs. Wat is de stand van zaken van die hervorming? En hoe ziet het verdere traject eruit? ... [verder lezen](#)

Wat werd er beslist in de plenaire vergadering van 4 maart?

08 maart 2026

Het Vlaams Parlement komt wekelijks samen in de plenaire vergadering. Wat stond er deze week op de agenda? Eerst stelden de volksvertegenwoordigers hun [actuele vragen](#) aan de ministers. Daarna werd er gestemd over twee ontwerpen van decreet en een voorstel van resolutie.

[Europese regels rond energie en grondstoffen omgezet in Vlaamse regelgeving](#)

Het Vlaams Parlement keurde een ontwerp van decreet goed dat verschillende decreten van het beleidsdomein Omgeving aanpast. Dat is nodig om Europese regelgeving over hernieuwbare energie, kritieke grondstoffen en nettonultechnologie correct toe te passen in Vlaanderen.

Met deze aanpassingen wil de Vlaamse overheid beter inspelen op de Europese doelstellingen rond de energietransitie en de uitbouw van nieuwe technologieën die bijdragen aan een klimaatneutrale economie.

[Samenwerking tussen Vlaanderen en Wallonië voor arbeidsmobiliteit](#)

Het Vlaams Parlement gaf ook zijn instemming aan een samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse en het Waalse Gewest. Dat akkoord wil de samenwerking rond arbeidsmarktbeleid versterken en de mobiliteit van werkzoekenden tussen beide regio's bevorderen.

Door beter samen te werken willen de gewesten werkzoekenden makkelijker begeleiden naar vacatures over de gewestgrenzen heen en zo knelpuntvacatures sneller invullen.

[Maatregelen gevraagd tegen stijgend aantal mazelenbesmettingen](#)

Het aantal besmettingen met mazelen neemt opnieuw toe. Daarom vraagt het Vlaams Parlement met een resolutie aan de Vlaamse Regering om maatregelen te nemen om verdere verspreiding van de ziekte tegen te gaan.

De resolutie roept op om onder meer extra in te zetten op preventie en vaccinatie, en om de bevolking beter te informeren over de risico's van mazelen.

In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden

goedgekeurd. Het volledige verslag van de plenaire vergadering vind je [hier](#).

"Wie de Senaat afschaft zonder alternatief, zet Vlaanderen buitenspel" - Klaas Sloomans

03 maart 2026

De vraag klinkt al jaren: moet de Senaat worden afgeschaft? Maar achter die ogenschijnlijk simpele ja-of-nee-vraag schuilt een kluwen van institutionele gevoeligheden, partijpolitieke belangen en grondwettelijke procedures. Voor Stephanie D'Hose (Anders.), voormalig voorzitter van de Senaat en Klaas Sloomans (Vlaams Belang), fractieleider in de Senaat, is het uitgangspunt helder. Beiden zijn voor afschaffing. Zonder aarzeling. Maar wat daarna moet komen, daarover verschillen ze fundamenteel van mening. ... [verder lezen](#)



Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Dokument Nr. [226](#) (2025-2026)

04.03.2026

Proposition de résolution visant à défendre, protéger et promouvoir la liberté académique

Prix

Le Prix 2026 du meilleur ouvrage pour l'Enseignement et l'Éducation permanente décerné à Caroline Depuydt

2026-03-04

Je me libère des écrans !

Le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a remis le Prix 2026 du meilleur ouvrage pour l'Enseignement et l'Éducation permanente à la Docteur Caroline Depuydt pour son ouvrage Je me libère des écrans. ... [lire plus](#)



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Dokument Nr. Fiche [A-237](#)/1-25/26

23.01.2026

Proposition de résolution visant à renforcer la protection des enfants contre les discriminations fondées sur l'âge et à garantir les droits des enfants dans l'espace public.

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

Dokument Nr. Fiche [B-65](#)/1-25/26

05.03.2026

Projet d'ordonnance de finances ouvrant des crédits provisoires pour les mois d'avril et de mai 2026 sur le budget de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2026.



Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

Dokument Nr. STUK [4](#) (2024-2025) Nr.1

03.03.2026

Bestuursakkoord Vlaamse Gemeenschapscommissie 2026-2029 'Brussel, dat is zoveel meer' van 3 maart 2026

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

74. Sitzung vom 26. Februar 2026

TOP 9: Ersatz des effektiven Vertreters der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Lenkungsausschuss Dreiländerpark

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt, Herrn Jonathan Fryns als effektives Mitglied des Lenkungsausschusses des Dreiländerparks zu ernennen. Er ersetzt Frau Annabelle Mockel in dieser Funktion.

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Dreiländerpark Euregio Maas-Rhein ist ein grenzüberschreitender Kooperationsverbund im Herzen der Euregio Maas-Rhein, der Regionen aus Belgien, Deutschland und den Niederlanden miteinander verbindet. Er versteht sich nicht als klassischer Naturpark, sondern als gemeinsame Plattform zur Förderung einer nachhaltigen räumlichen und landschaftlichen Entwicklung über nationale Grenzen hinweg. Im Mittelpunkt steht die Sicherung und Weiterentwicklung der landschaftlichen Qualität als gemeinsamer Lebens-, Natur- und Erholungsraum für die Bevölkerung sowie als verbindendes Element der Region.

Ziel des Dreiländerparks ist es, durch die Zusammenarbeit zwischen öffentlichen Institutionen und regionalen Akteuren gemeinsame Strategien und Projekte in den Bereichen Landschaftsentwicklung, Klimaanpassung, nachhaltige Landnutzung und grüne Infrastruktur zu entwickeln. Der Verbund dient dabei als Austausch- und Abstimmungsplattform, um grenzüberschreitende Herausforderungen koordiniert anzugehen und die langfristige Entwicklung einer lebenswerten, klimaresilienten und wirtschaftlich starken Euregio Maas-Rhein zu unterstützen.

Da der Dreiländerpark bei der Verwaltung im Fachbereich Raumordnung angesiedelt ist und Herr Jonathan Fryns als Berater des Ministerpräsidenten im Bereich Raumordnung tätig ist, während Frau Annabelle Mockel ebenfalls Beraterin des Ministerpräsidenten im Fachbereich Standortentwicklung ist, erfolgt der Wechsel des effektiven Mitglieds aus technischen und organisatorischen Gründen, um eine inhaltlich und administrativ kohärente Vertretung sicherzustellen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine

TOP 13: Beitrag der Deutschsprachigen Gemeinschaft zum belgischen Klima-Sozialplan und Nutzung von Mitteln aus dem europäischen Klima-Sozialfonds

1. Beschlussfassung:

Die Regierung billigt die Maßnahmenbeschreibung zur energetischen Sanierung von Sozialwohnungen im Rahmen des Klima-Sozialfonds.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen, wird mit der Übermittlung der Maßnahmenbeschreibung an die Wallonische Region beauftragt.

2. Erläuterungen:

1.1. Europäischer Kontext

Im Europäischen Grünen Deal und in seinem Klimagesetz hat sich die EU das Ziel gegeben, bis 2050 netto-null Emissionen auszustoßen. Der Übergang dorthin soll gerecht und inklusiv erfolgen. Mit dem „Fit for 55“-Klimapaket hat die EU 2021 beschlossen, das bestehende Emissionshandelssystem auch auf die Bereiche Gebäude und Verkehr auszuweiten (EU-Emissionshandelssystem 2, kurz „EHS 2“). Geplanter Start des Handelssystems ist 2027. Um die sozialen Auswirkungen abzufedern und für einen gerechten und inklusiven Übergang zu sorgen, wurde die Einrichtung des Klima- und Sozialfonds vorgesehen.

Der Klima-Sozialfonds (KSF) ist ein Fonds der Europäischen Union, mit dem die Belastungen des beschlossenen EU-Emissionshandels in den Bereichen Gebäude und Verkehr für besonders betroffene Bürger und Kleinstunternehmen abgemildert werden sollen. Der Fonds stellt den Mitgliedstaaten Mittel bereit, mit denen sie die in Artikel 3 der KSF-Verordnung beschriebenen Ziele unterstützen sollen: Benachteiligte Haushalte, benachteiligte Kleinstunternehmen und benachteiligte Verkehrsnutzer durch befristete direkte Einkommensbeihilfen sowie durch Maßnahmen und Investitionen unterstützen, mit denen die Energieeffizienz von Gebäuden erhöht, das Heizen und Kühlen von Gebäuden – auch durch Integration der Erzeugung und Speicherung von erneuerbarer Energie in Gebäude – stärker dekarbonisiert und der Zugang zu emissionsfreier und emissionsarmer Mobilität und entsprechenden Verkehrsmitteln verbessert wird.

Für Belgien steht ein Budget von 1,659 Milliarden Euro aus dem KSF zur Verfügung. Die Kofinanzierung aus dem KSF beträgt maximal 75%; die restlichen 25% sind über die Mitgliedstaaten beizutragen. Zusätzlich zu den KSF-Mitteln erhalten der Fö-

deralstaat und die Regionen in Belgien ebenfalls direkt Mittel aus dem Handel mit den CO2 Zertifikaten.

Der Erhalt von Mitteln aus dem KSF ist gebunden an die Einreichung eines Klima-Sozialplans. Darüber hinaus ist die Zahlung der finanziellen Unterstützung aus dem KSF – wie bei der Wiederaufbau- und Resilienzfähigkeit (RRF) - an die Bedingung der Erreichung der Etappenziele und Zielvorgaben für die Maßnahmen und Investitionen aus dem Klima-Sozialplan des jeweiligen Mitgliedstaats geknüpft.

1.2. Umsetzung des Klima-Sozialfonds in Belgien

- Federführend für die Vorbereitung des Klima-Sozialplans in Belgien ist die Nationale Klimakommission (Commission Nationale de Climat - CNC). Innerhalb der CNC wurde eine Arbeitsgruppe zum Klima-Sozialfonds gegründet, in der der Föderalstaat sowie die Regionen vertreten sind. Die Arbeitsgruppe wurde beauftragt, mit Hilfe des externen Dienstleisters Trinomics mögliche Maßnahmen auf Ebene der verschiedenen Teilstaaten zu beschreiben.
- Die Wallonische Region sieht in ihrem Plan Maßnahmen zugunsten von drei Zielgruppen vor: Privathaushalte/Energie, Privathaushalte/Mobilität, Mikrounternehmen. Aufgrund der europäischen Vorgaben möchte die Region sich in ihrem Plan auf einige wenige Maßnahmen begrenzen, die zusätzlich sind, die Zielgruppen erreichen und die bis 2032 realisiert werden können.
- In der gemeinsamen Regierungssitzung mit der Wallonischen Region vom 3. Juli 2025 wurde der Beschluss gefasst, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft 2,152% der KSF-Mittel erhalten soll, die die Wallonische Region für den Bereich Energie für gefährdete Haushalte vorsieht.
- Der innerbelgische Verteilungsschlüssel, der am 6. Oktober 2025 beschlossen wurde, legt die folgende Mittelverteilung zwischen den drei Regionen und dem Föderalstaat fest:

	Part 3 régions	Part FED +	Total €	Cof. 25 %	TOTAL 2026- 2032
Wallo- nie	37,93	32,95	546 970 000	182 323 333	729 293 333
Flandre	49,98	43,42	720 772 000	240 257 333	961 029 333
Bruxel- les	12,09	10,50	174 300 000	58 100 000	232 400 000
Fédéral		13,13	217 958 000	72 652 667	290 610 667
TOTAL	100	100	1 660 000 000	553 333 333	2 213 333 333

- Die Wallonische Region hat in ihrer Regierungssitzung vom 6. November 2025 die folgende Mittelverteilung auf die verschiedenen Bereiche festgelegt und die Höhe der Mittel, die der Deutschsprachigen Gemeinschaft zustehen, bestätigt:

Compétenc es	%	Montant to- tal (HTVA)	Part EU	Part Wallonne ou CG
Entreprises	6,86%	50.029.523	37.522.142	12.507.381 (WAL)
Logement (CG)	1,21% (=2,152 % de 55,88 %)	8.770.027	6.577.521	2.192.507 (CG)
Logement (RW)	54,67% (=97,848 % de 55,88 %)	398.759.087	299.069.315	99.689.771 (WAL)
Transport	37,26%	271.734.696	203.801.022	67.933.674 (WAL)
	100%	729.293.333	546.970.000	182.323.333

1.3. Maßnahmen der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Rahmen des Klima-Sozialplans

Basierend auf den Anforderungen der EU, den Beschreibungen der Maßnahmen aus Flandern und der Region Brüssel-Hauptstadt und auf den Erfahrungswerten mit der RRF wurde im April 2025 ein erster Entwurf einer Maßnahmenbeschreibung „Renovierung von Sozialwohnungen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft“ erstellt und der Regierung in der Mitteilung an die Regierung vom 8. Mai 2025 zur Kenntnis gebracht.

Der Entwurf der Maßnahmenbeschreibung wurde in der Folge weiter präzisiert, insbesondere nach der Festlegung der Höhe der Fördermittel, und der Regierung in der Mitteilung an die Regierung vom 18. Dezember 2025 erneut zur Kenntnis gebracht.

Die vorliegende Fassung der Maßnahmenbeschreibung wurde aufgrund der Rückmeldungen der EU-Kommission angepasst, die die Wallonische Region zur Vorbereitung der formellen Einreichung des Plans im Rahmen einer informellen Konsultation angefragt hatte. Neben einer Änderung in der Berechnung der zu erwartenden Kosten für die Sanierung der Wohneinheiten wurden in einigen Bereichen zusätzliche Informationen bereitgestellt. Dazu gehören die Gestaltung der Investition in Form einer Kapitalbeteiligung, die Vorgaben zur Einhaltung des DNSH-Prinzips, die Definition des Ziels (Senkung des Primärenergieverbrauchs der Wohneinheiten um 30%) sowie die Additionalität der EU-Finanzierung.

Darüber hinaus geht die Maßnahmenbeschreibung auf das Szenario ein, dass das Emissionshandelsystem, welches die Grundlage für des KSF bildet, erst im Jahr 2028 statt im Jahr 2027 in Kraft tritt. Die KSF-Verordnung enthält diese Möglichkeit im Falle außergewöhnlich hoher Gas- oder Ölpreise im Jahr 2026 und sieht in diesem Fall eine Reduzierung der EU-Fördermittel im Rahmen des KSF um 16% vor.

1.4. Nächste Schritte

Die ursprüngliche Frist für die Einreichung der nationalen Klima-Sozialpläne bei der EU-Kommission ist am 30. Juni 2025 ausgelaufen. Da es Belgien nicht gelungen war, bis zu diesem Zeitpunkt einen koor-

dinierten Plan auszuarbeiten, wurde eine Verlängerung der Frist für eine Einreichung Ende Februar 2026 beantragt.

Die Koordination für die Ausarbeitung des belgischen Klima-Sozialplans übernimmt die Nationale Klimakommission (Commission Nationale de Climat - CNC), der die aktualisierten Maßnahmenbeschreibungen der Wallonischen Region – inklusive der Maßnahme der Deutschsprachigen Gemeinschaft – Anfang Dezember 2025 zugestellt wurden.

Der aktualisierte Zeitplan sieht nunmehr die Einreichung des belgischen Klima-Sozialplans bei der EU-Kommission Mitte März vor. Das Retroplanning legt im Hinblick darauf fest, dass die CNC Ende Februar aus den Beiträgen der einzelnen Teilstaaten den konsolidierten Entwurf des Plans erstellt, der im Anschluss formell durch einen Konzertierungsausschuss am 10. März bestätigt werden soll.

Mit der Entscheidung der Europäischen Kommission ist innerhalb von fünf Monaten nach Einreichung des Plans zu rechnen (ca. August 2026). Vorbehaltlich einer Genehmigung durch die Europäische Kommission kann ab diesem Zeitpunkt mit der Umsetzung der Maßnahmen begonnen werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Für die energetische Sanierung von Sozialwohnungen durch die ÖWOB würde die Deutschsprachige Gemeinschaft vorbehaltlich der Genehmigung des belgischen Klima-Sozialplans durch die Europäische Kommission bei Erreichen der Projektziele für den Zeitraum 2028 – 2032 6.577.521 Euro EU-Mittel aus dem KSF erhalten. Die Projektziele fließen in die neue, noch abzuschließende Investitionsvereinbarung zwischen der Regierung und der ÖWOB ein. Die Kofinanzierung der verbleibenden 25% erfolgt über die für die neue Investitionsvereinbarung vorzusehenden Haushaltsmittel.

TOP 19: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 21. Oktober 1992 zur Schaffung der Basiskonzertierungsausschüsse der Deutschsprachigen Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 21. Oktober 1992 zur Schaffung der Basiskonzertierungsausschüsse der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Zuständigkeit des Basiskonzertierungsausschusses erstreckt sich auf alle zu konzertierenden Angelegenheiten, die ausschließlich das Personal, das in seinen Zuständigkeitsbereich fällt, betreffen. Hierzu gehören sämtliche personalrelevante Fragen der Arbeitsorganisation vor Ort, die nicht gesetzlich geregelt sind. Der Basiskonzertierungsausschuss, der ein Konzertierungs- und kein Entscheidungsgremium ist, übt in diesem Zusammenhang eine Überwachungs- und Gutachterfunktion aus.

Durch vorliegenden Erlass beabsichtigt die Regierung aus Gründen der Verwaltungsvereinfachung, Artikel 1 des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 21. Oktober 1992 zur Schaffung der Basiskonzertierungsausschüsse der Deutschsprachigen Gemeinschaft dahingehend anzupassen, dass der Vorsitz des Basiskonzertierungsausschusses für die Personalmitglieder der Autonomen Hochschule Ostbelgien fortan vom Direktor bzw. der Direktorin der Autonomen Hochschule und nicht mehr von dem für das Unterrichtswesen zuständigen Minister übernommen wird. Diese Anpassung erfolgt in Analogie zu den Basiskonzertierungsausschüssen der Unterrichtseinrichtungen des Gemeinschaftsunterrichtswesens und des Basiskonzertierungsausschusses des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen, wo der Vorsitz ebenfalls vom Schulleiter bzw. Direktor übernommen wird.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 24: Infrastrukturprojekt 5856 - Gemeinde Bütgenbach - GS Weywertz - Ersetzen der Steuerbox der Heizkessel - Anerkennung der Dringlichkeit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erkennt die Dringlichkeit des Infrastrukturvorhabens „Weywertz – Lindenstraße 18 – Grundschule – Ersetzen der Steuerbox der Heizkessel“ gemäß Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur an.

Die Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Antragsteller des Infrastrukturvorhabens „Weywertz – Lindenstraße 18 – Grundschule – Ersetzen der Steuerbox der Heizkessel“ ist die Gemeinde Bütgenbach. Die Anmeldung des Infrastrukturvorhabens und der zugehörige Finanzplan datieren vom 3. Februar 2026.

Es handelt sich um das notwendige Ersetzen der Steuerbox der Heizkessel in der Grundschule Weywertz, nachdem die Heizungsanlage im Januar 2026 ausgefallen ist. Im Zuge der Reparaturarbeiten wurde festgestellt, dass die Störung auf eine defekte Steuerbox zurückzuführen ist.

Die zugehörigen Arbeiten zum Ersatz der Steuerbox der Heizkessel sollen schnellstmöglich umgesetzt werden, um die Temperierung bzw. Funktionalität des Gebäudes zu gewährleisten und somit die Gesundheit der Nutzer bzw. allgemeinen Öffentlichkeit nicht zu gefährden.

Die begründete Erklärung des Bürgermeisters der Gemeinde Bütgenbach über die Gefährdung der Öffentlichkeit sowie der Kostenvoranschlag für die notwendigen Arbeiten sind dem Fachbereich Infrastruktur im Ministerium innerhalb der vorgesehenen Frist von einem Monat nach Auftragserteilung, die am 26. Januar 2026 vom Gemeindegremium beschlossen wurde, übermittelt worden.

Die Gesamtkosten für das Ersetzen der Steuerbox der Heizkessel belaufen sich auf Grundlage des Angebots des beauftragten Unternehmens Otto Jouck & Sohn GmbH vom 16. Januar 2026, sowie des zugehörigen Finanzplans der Gemeinde Bütgenbach vom 3. Februar 2026 auf 6.397€ (inkl. 6% MwSt.).

Aus diesen Gründen hat die Gemeinde Bütgenbach am 3. Februar 2026 einen Antrag auf Anerkennung des Dringlichkeitsverfahrens im Sinne von Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur gestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

OB 70 - PR 07 - ZW 63.23

(Zuschüsse für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im offiziellen subventionierten Unterrichtswesen)

Projektkosten: 6.397€

Maximaler Zuschuss (80%): 5.118€

TOP 25: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 28. Mai 2009 über die Bescheinigungen, Nachweise, Brevets, Zeugnisse, Diplome und Zusatzdiplome zur Bestätigung der in der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisierten Studien

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 28. Mai 2009 über die Bescheinigungen, Nachweise, Brevets, Zeugnisse, Diplome und Zusatzdiplome zur Bestätigung der in der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisierten Studien.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze

über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Erlass der Regierung vom 28. Mai 2009 über die Bescheinigungen, Nachweise, Brevets, Zeugnisse, Diplome und Zusatzdiplome zur Bestätigung der in der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisierten Studien legt die Muster für die im Titel des Erlasses genannten Dokumente fest.

- Durch die Reform des Lehramtstudiums an der Autonomen Hochschule Ostbelgien wurden die Ausbildungen im Studienbereich Lehramt von drei auf vier Jahre verlängert.

Im Zuge dieser Reform wurden durch das Dekret vom 30. Juni 2025 über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2025, die Zulassungsbedingungen zum 4. Studienjahr festgelegt, die Ausbildungsaktivitäten zur Erlangung der Kompetenzen im Studienbereich Lehramt angepasst und zusätzliches Stellenkapital gewährt.

Durch diese Erweiterung der Ausbildungen im Studienbereich Lehramt, erhöht sich der Studienumfang von 180 auf 240 Kreditpunkte. In der Folge wurden die Muster der Diplome „HO 01 Bachelor in Bildungswissenschaften (Primarschullehrer/in)“ und „HO 02 Bachelor in Bildungswissenschaften (Kindergärtner/in)“ ersetzt. Mit den Anlagen 1 und 2 des vorliegenden Erlassvorentwurfs werden die neuen Muster der Studiennachweise HO 01 und HO 02 festgelegt.

Die angepassten Diplome HO 01 und HO 02 werden erstmals im Schuljahr 2028-2029 verliehen. Sie treten am 1.1.2029 in Kraft, damit sichergestellt ist, dass für die Studenten des 3-jährigen Bachelorstudiums, die ggf. Nachprüfungen haben, noch das entsprechende Diplom ausgehändigt werden kann.

- Durch den Erlass vom 01.10.2020 zur Abänderung und Aufhebung gewisser Bestimmungen im Hinblick auf die Umsetzung der Richtlinie 2005/36/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. September 2005 über die Anerkennung von Berufsqualifikationen, wurde die Möglichkeit zur Erlangung des Brevets in Krankenpflege über den schulexternen Prüfungsausschuss abgeschafft.

In der Folge müssen die entsprechenden Diplome PA 05 bis PA 08 aufgehoben und die entsprechenden Passagen aus den Anlagen 1,2 und 3 gestrichen werden, was nun geschieht. Die Französische und die Flämische Gemeinschaft haben ihre schulexternen Prüfungsausschüsse zur Erlangung des Brevets in Krankenpflege ebenfalls abgeschafft – die Französische Gemeinschaft im Jahr 2017 und die Flämische Gemeinschaft bereits im Jahr 2012.

- Mit dem Dekret vom 30. Juni 2025 über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2025 wurde unter Kapitel III des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 1978 zur Bestimmung der Arten und der Organisation des Förderschulwesens und zur Festlegung der Aufnahme und Beibehaltungsbedingungen auf den verschiedenen Ebenen des Förderschulwesens ein Artikel 38.1 eingefügt, aus dem hervorgeht, dass unter Berücksichtigung der Artikel 82 und Artikel 87 des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen der Klassenrat einem Fördersekundarschüler das Abschlusszeugnis der Grundschule verleihen kann, falls er dieses noch nicht erlangt hat.

Artikel 88 des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen hält fest, dass der Grundschulbesuch mit dem Abschlusszeugnis der Grundschule abschließt.

Gemäß Artikel 24 §1 und §1bis des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1984 über die Organisation des Sekundarschulwesens kann den Schülern, die das erste Jahr des Regelsekundarunterrichts erfolgreich bestanden haben, das Abschlusszeugnis der Grundschule verliehen werden; den Schülern, die das zweite Jahr des berufsbildenden Regelsekundarunterrichts erfolgreich bestanden haben, kann ein dem Abschlusszeugnis der Grundschule gleichwertiger Studiennachweis verliehen werden.

Im Fördersekundarschulwesen besteht die Möglichkeit der Vergabe des Abschlusszeugnisses der Grundschule bislang nicht, sodass dieses von Fördersekundarschülern ausschließlich vor dem schulexternen Prüfungsausschuss erlangt werden kann. Dies stellt eine Ungleichbehandlung von Regel- und Förderschülern dar.

In Analogie zu der Möglichkeit der Vergabe des Abschlusszeugnisses der Grundschule in der ersten Stufe des Regelsekundarschulwesens wird auch im Fördersekundarschulwesen die Möglichkeit geschaffen, das Abschlusszeugnis der Grundschule zu verleihen, wenn ein Schüler die in den Rahmenplänen beschriebenen Kompetenzen, die für die Primarschule als Mindestanforderungen festgelegt worden sind, in ausreichendem Maße in jenen Fächern beherrscht, die für die Vergabe des Abschlusszeugnisses der Grundschule bezeichnet worden sind.

Die Regierung legt mit vorliegendem Erlass das Muster des Abschlusszeugnisses (SO 02 Abschlusszeugnis der Grundschule) fest.

- Im Zuge dieser Anpassung wird auch das Diplom GR 01- durch Hinzufügen der bisher fehlenden Rechtsgrundlage- ersetzt: wie bereits erwähnt, sieht der Artikel 24 §1 des Königlichen Erlasses vom

29. Juni 1984 über die Organisation des Sekundarschulwesens vor, dass ein Abschlusszeugnis der Grundschule auch den Schülern verliehen werden darf, die das erste Jahr des Regelsekundarunterrichts erfolgreich bestanden haben verliehen werden darf. Diese Rechtsgrundlage wird dem bisherigen GR 01 Muster beigelegt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 26: Dekretvorentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Dekrets zur Abänderung des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten der Datenschutzbehörde zu beantragen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

In der Deutschsprachigen Gemeinschaft existiert keine allgemeine Rechtsgrundlage, die es ermöglicht, ausländische Abschlüsse in der mittelständischen Ausbildung mit einem in der Deutschsprachigen Gemeinschaft verliehenen Gesellenzeugnis oder Meisterbrief gleichzustellen. Die Regierung schlägt vor, eine solche Rechtsgrundlage zu schaffen und die Zuständigkeit, ausländische Abschlüsse in der mittelständischen Ausbildung zu überprüfen und mit ostbelgischen Abschlüssen gleichzustellen, beim Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen (IAWM) selbst anzusiedeln. Das IAWM verfügt über qualifiziertes Personal, das über das erforderliche Fachwissen verfügt, um ausländische Abschlüsse mit einem Gesellenzeugnis oder einem Meisterbrief gleichzustellen.

Zur Überprüfung und zur Gleichstellung von ausländischen Abschlüssen in der mittelständischen Ausbildung benötigt das IAWM Daten der Personen, die einen Antrag auf Gleichstellung stellen. Daher ist es erforderlich die bestehenden Datenschutz-Bestimmungen im Dekret vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen zu ergänzen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 27: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 20. Juli 2009 zur Zurverfügungstellung von UKW-Funkfrequenzen an öffentlich-rechtliche Hörfunkanstalten und zur Änderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 20. Juli 2009 zur Zurverfügungstellung von UKW-Funkfrequenzen an öffentlich-rechtliche Hörfunkanstalten und zur Änderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Durch den Erlass vom 20. Juli 2009 zur Zurverfügungstellung von UKW-Funkfrequenzen an öffentlich-rechtliche Hörfunkanstalten und zur Änderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans wurde dem BRF die Funkfrequenz 107,6 MHz ab Büllingen bereitgestellt.

Durch den auf den 3. März 1998 datierten „Nutzungsvertrag“ vom 1. September 1998 hat der BRF (für 27 Jahre) Nutzungsrechte für Funkfrequenzen an die BRF Media AG übertragen. Durch einen am 21. Dezember 2018 zwischen dem BRF und der Proma AG (ehemals BRF Media AG) vereinbarten Nachtrag zum Nutzungsvertrag von 1998 wurde der Vertrag verlängert. Da BRF Media Hauptanteilseigner von Radio 3000 AG, einem gemeinsamen Unternehmen von BRF Media und Radio Salü, war, konnte die Frequenz 107,6 MHz damals an Radio 3000 zugeteilt werden.

Durch den Erlass der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 3. Juni 2004 zur Genehmigung von privaten Rundfunksendern wurde der Aktiengesellschaft Radio 3000, die spätere RegioMEDIEN AG, die Genehmigung erteilt, die Funkfrequenz 107,6 MHz für 100,5 DAS HITRADIO zu nutzen.

Es war der erklärte Wille aller Beteiligten, dass die Frequenz 107,6 MHz von der regioMEDIEN AG für ihren Mediendienst 100,5 DAS HITRADIO genutzt werden soll. regioMEDIEN AG / 100,5 DAS HITRADIO ist heute jedoch nicht mehr Teil des öffentlich-rechtlichen Rundfunks.

Mit dem vorliegenden Abänderungserlass wird sichergestellt, dass die Frequenz 107,6 MHz rechtssicher für private Mediendiensteanbieter zugewiesen werden kann.

Eine Anhörung der Standpunkte gemäß Artikel 50 §1 Absatz 3 des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen der interessierten Kreise hat am 19. Januar 2026 stattgefunden. Die betroffenen Parteien haben keine Anmerkungen zur geplanten Erlassabänderung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 28: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien, wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Durch den Königlichen Erlass vom 3. August 1987 zur Bereitstellung der erforderlichen Frequenzen für das „Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft“ wurde dem BRF die Funkfrequenz 100,5 MHz ab Eupen bereitgestellt.

Durch den Erlass der Regierung vom 20. Juli 2009 zur Zurverfügungstellung von UKW-Funkfrequenzen an öffentlich-rechtliche Hörfunkanstalten und zur Änderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans wurde dem BRF die Funkfrequenz 107,6 MHz bereitgestellt.

Durch den auf den 3. März 1998 datierten „Nutzungsvertrag“ vom 1. September 1998 hat der BRF (für 27 Jahre) Nutzungsrechte für Funkfrequenzen an die BRF Media AG übertragen. Da BRF Media Hauptanteilseigner von Radio 3000 AG, einem gemeinsamen Unternehmen von BRF Media und Radio Salü, war, konnten die Frequenzen 100,5 MHz und 107,6 MHz damals an Radio 3000 zugeteilt werden.

Durch den Erlass der Regierung vom 3. Juni 2004 zur Genehmigung von privaten Rundfunksendern wurde der Aktiengesellschaft Radio 3000, die spätere regioMEDIEN AG, die Genehmigung erteilt, für einen Zeitraum von 12 Jahren einen privaten regionalen Hörfunksender mit der Bezeichnung 100,5 DAS HITRADIO unter Nutzung dieser Funkfrequenz 100,5MHz Eupen zu betreiben.

Durch Entscheidung der Beschlusskammer des Medienrates der Deutschsprachigen

Gemeinschaft vom 2. Juni 2016 wurde die regioMEDIEN AG für die Dauer von 9 Jahren als privater Hörfunkveranstalter eines Sendernetzes mit dem Namen "100,5 DAS HITRADIO" anerkannt.

Durch den Erlass der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 3. Juni 2004 wurde der Aktiengesellschaft Radio 3000, die heute RegioMEDIEN AG, die Genehmigung erteilt, die Funkfrequenz 107,6 MHz für 100,5 DAS HITRADIO zu nutzen.

Es war der erklärte Wille aller Beteiligten, dass die Frequenzen 100,5 MHz und 107,6 MHz von der regioMEDIEN AG für ihren Mediendienst 100,5 DAS HITRADIO genutzt werden soll. regioMEDIEN AG / 100,5 DAS HITRADIO ist heute jedoch nicht mehr Teil des öffentlich-rechtlichen Rundfunks.

Mit dem vorliegenden Abänderungserlass wird sichergestellt, dass die Frequenzen 100,5 MHz und 107,6 MHz rechtssicher für private Mediendienstanbieter zugewiesen werden können.

Eine Anhörung der Standpunkte gemäß Artikel 50 §1 Absatz 3 des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen der interessierten Kreise hat am 19. Januar 2026 stattgefunden. Die betroffenen Parteien haben keine Anmerkungen zur geplanten Erlassabänderung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 29: Erlass der Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1987 zur Bereitstellung der erforderlichen Frequenzen für das „Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft“

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1987 zur Bereitstellung der erforderlichen Frequenzen für das „Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft“.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Durch den Königlichen Erlass vom 3. August 1987 zur Bereitstellung der erforderlichen Frequenzen für das „Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft“ wurde dem BRF die Funkfrequenz 100,5 MHz ab Eupen bereitgestellt.

Durch den auf den 3. März 1998 datierten „Nutzungsvertrag“ vom 1. September 1998 hat der BRF

(für 27 Jahre) Nutzungsrechte für Funkfrequenzen an die BRF Media AG übertragen. Da BRF Media Hauptanteilseigner von Radio 3000 AG, einem gemeinsamen Unternehmen von BRF Media und Radio Salü, war, konnte die Frequenz 100,5 MHz damals an Radio 3000 zugeteilt werden.

Durch den nachfolgenden Erlass der Regierung vom 3. Juni 2004 zur Genehmigung von privaten Rundfunksendern wurde der Aktiengesellschaft Radio 3000, die spätere regioMEDIEN AG, die Genehmigung erteilt, für einen Zeitraum von 12 Jahren einen privaten regionalen Hörfunksender mit der Bezeichnung 100,5 DAS HITRADIO unter Nutzung dieser Funkfrequenz 100,5 MHz zu betreiben.

Durch Entscheidung der Beschlusskammer des Medienrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 2. Juni 2016 wurde die regioMEDIEN AG für die Dauer von 9 Jahren als privater Hörfunkveranstalter eines Sendernetzes mit dem Namen "100,5 DAS HITRADIO" anerkannt.

Durch einen am 21. Dezember 2018 zwischen dem BRF und der Proma AG (ehemals BRF Media AG) vereinbarten Nachtrag zum Nutzungsvertrag von 1998 wurde der Vertrag verlängert.

Es war der erklärte Wille aller Beteiligten, dass die Frequenz 100,5 MHz von der regioMEDIEN AG für ihren Mediendienst 100,5 DAS HITRADIO genutzt werden soll. regioMEDIEN AG / 100,5 DAS HITRADIO ist heute jedoch nicht mehr Teil des öffentlich-rechtlichen Rundfunks.

Mit dem vorliegenden Abänderungserlass wird sichergestellt, dass die Frequenz 100,5 MHz rechtssicher für private Mediendienstanbieter zugewiesen werden kann.

Eine Anhörung der Standpunkte gemäß Artikel 50 §1 Absatz 3 des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen der interessierten Kreise hat am 19. Januar 2026 stattgefunden. Die betroffenen Parteien haben keine Anmerkungen zur geplanten Erlassabänderung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 30: Infrastrukturprojekt 5857 - Gemeinde Kelmis - Bibliothek - Austausch des Heizkessels - Anerkennung der Dringlichkeit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erkennt die Dringlichkeit des Infrastrukturvorhabens „Kelmis – Schulstraße 12 – Bibliothek – Austausch des Heizkessels“ gemäß Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur an.

Die Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Antragsteller des Infrastrukturvorhabens „Kelmis – Schulstraße 12 – Bibliothek – Austausch des Heizkessels“ ist die Gemeinde Kelmis. Die Anmeldung des Infrastrukturvorhabens und der zugehörige Finanzplan datieren vom 30. Januar 2026.

Es handelt sich um den notwendigen Austausch des Heizkessels der Bibliothek in Kelmis, nachdem die Heizungsanlage kurzfristig ausgefallen ist. Im Zuge der Reparaturarbeiten wurde festgestellt, dass der bestehende Heizkessel defekt ist, aber hierfür keine Ersatzteile mehr verfügbar sind.

Die zugehörigen Arbeiten zum Austausch des Heizkessels sollen schnellstmöglich umgesetzt werden, um die Temperierung bzw. Funktionalität des Gebäudes zu gewährleisten und somit die Gesundheit der Nutzer bzw. allgemeinen Öffentlichkeit nicht zu gefährden.

Die begründete Erklärung des Bürgermeisters der Gemeinde Kelmis über die drohende Beschädigung des Gesamtinfrastruktur sowie der Kostenvoranschlag für die notwendigen Arbeiten sind dem Fachbereich Infrastruktur im Ministerium innerhalb der vorgesehenen Frist von einem Monat nach Auftragserteilung, die am 15. Januar 2026 vom Gemeindekollegium beschlossen wurde, übermittelt worden.

Die Gesamtkosten für den Austausch des Heizkessels der Bibliothek in Kelmis belaufen sich auf Grundlage des Angebots des beauftragten Unternehmens ExpAir TS vom 14. Januar 2026, sowie des zugehörigen Finanzplans der Gemeinde Kelmis vom 30. Januar 2026 auf 6.901€ (inkl. 21% MwSt.).

Aus diesen Gründen hat die Gemeinde Kelmis am 30. Januar 2026 einen Antrag auf Anerkennung des Dringlichkeitsverfahrens im Sinne von Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur gestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

OB 70 - PR 11 - ZW 63.21
(Zuschüsse für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von öffentlichen Bibliotheken der Gemeinden)

Projektkosten: 6.901€
Maximaler Zuschuss (60%): 4.141€

TOP 32: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023

zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit, wird mit der Durchführung vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Erlass der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit legt die Zusammensetzung des durch das Dekret vom 27. Februar 2023 geschaffenen Beirats für Gesundheit fest.

Aufgrund der Tatsache, dass der Generaldirektor der Klinik Sankt Josef aus dem Arbeitsverhältnis ausgeschieden ist, sowie das effektive Mitglied des leitenden Verwaltungspersonals und dessen Ersatzmitglied des Sankt Nikolaus Hospitals Eupen neu vorgeschlagen wurden, ist eine Abänderung des Erlasses erforderlich.

Das Dekret sieht vor, dass zwei Vertreter des leitenden Verwaltungspersonals, der auf dem deutschen Sprachgebiet befindlichen Krankenhäuser, die aus den Vorschlaglisten der Verwaltungsräte bestellt werden, die Angebote der Krankenhäuser vertreten.

Der ehemalige Generaldirektor der Klinik Sankt Josef, Herr Gaëtan Dumoulin, wird durch eine noch zu benennende Person als effektives Mitglied des leitenden Verwaltungspersonals der Krankenhäuser ersetzt. Frau Sophie Piedboeuf, wird als effektives Mitglied des leitenden Verwaltungspersonals der Krankenhäuser durch Frau Claudia Niessen ersetzt. Das Ersatzmitglied des leitenden Verwaltungspersonals, Frau Esther Lambert, wird durch Frau Sophie Piedboeuf ersetzt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachigen Gemeinschaft.

TOP 33: Dekretvorentwurf zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2023/970 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 zur Stärkung der Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts für Männer und Frauen bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit durch Entgelttransparenz und Durchsetzungsmechanismen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Dekretvorentwurf zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2023/970 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 zur Stärkung der Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts für Männer und Frauen bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit durch Entgelttransparenz und Durchsetzungsmechanismen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in 30-Tage-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Vorliegender Dekretvorentwurf setzt die Richtlinie (EU) 2023/970 des europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 zur Stärkung der Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts für Männer und Frauen bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit durch Entgelttransparenz und Durchsetzungsmechanismen durch Abänderung des Dekrets vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung um. Die Richtlinie gilt für Arbeitgeber im öffentlichen und privaten Sektor und muss bis zum 7. Juni 2026 in nationales Recht umgesetzt werden.

Diese Richtlinie enthält Mindestanforderungen zur Stärkung der Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit für Männer und Frauen (im Folgenden „Grundsatz des gleichen Entgelts“) gemäß Artikel 157 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und des Diskriminierungsverbots und gemäß Artikel 4 der Richtlinie 2006/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 zur Verwirklichung des Grundsatzes der Chancengleichheit und Gleichbehandlung von Männern und Frauen in Arbeits- und Beschäftigungsfragen (Neufassung), insbesondere durch Entgelttransparenz und verstärkte Durchsetzungsmechanismen.

Gemäß Artikel 157 Absatz 1 AEUV ist jeder Mitgliedstaat verpflichtet, die Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts für Männer und Frauen bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit sicherzustellen. In Artikel 157 Absatz 3 AEUV ist vorgesehen, dass die Union Maßnahmen zur Gewährleistung der Anwendung des Grundsatzes der Chancengleichheit und der Gleichbehandlung von Männern und Frauen in Arbeits- und Beschäftigungsfragen, einschließlich des Grundsatzes des gleichen Entgelts, beschließt.

In der Richtlinie 2006/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 zur Verwirklichung des Grundsatzes der Chancengleichheit und Gleichbehandlung von Männern und Frauen in Arbeits- und Beschäftigungsfragen (Neufassung), die in der Deutschsprachigen Gemeinschaft durch das Dekret vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung umgesetzt worden ist, ist vorgesehen, dass bei gleicher Arbeit oder bei einer Arbeit, die als gleichwertig anerkannt wird, mittelbare und unmittelbare Diskriminierung aufgrund des Geschlechts in Bezug auf sämtliche Entgeltbestandteile und -bedingungen beseitigt werden sollen.

In der Bewertung der einschlägigen Bestimmungen der Richtlinie 2006/54/EG (2020) ist festgestellt worden, dass die Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts durch mangelnde Transparenz der Entgeltsysteme, mangelnde Rechtssicherheit in Bezug auf den Begriff der gleichwertigen Arbeit und Verfahrenshindernisse für Diskriminierungsopfer behindert werde. Arbeitnehmern fehlten die nötigen Informationen, die sie für eine erfolgreiche Geltendmachung eines Anspruchs auf gleiches Entgelt benötigten. In der Bewertung sei festgestellt worden, dass sich durch größere Transparenz geschlechtsspezifische Verzerrungen und Diskriminierungen in den Vergütungsstrukturen eines Unternehmens oder einer Organisation aufdecken ließen. Arbeitnehmer, Arbeitgeber und Sozialpartner wären dadurch auch in der Lage, geeignete Maßnahmen zur Gewährleistung der Anwendung des Rechts auf gleiches Entgelt bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit zu ergreifen.

Durch die Richtlinie 2023/970 werden verbindliche Maßnahmen eingeführt, um die Entgelttransparenz zu verbessern, Arbeitnehmer zu ermutigen, ihre Vergütungsstrukturen zu überprüfen, um sicherzustellen, dass Frauen und Männer, die gleiche oder gleichwertige Arbeit leisten, das gleiche Entgelt erhielten, sowie Diskriminierungsopfer in die Lage zu versetzen, ihr Recht auf gleiches Entgelt auszuüben. Diese verbindlichen Maßnahmen müssten durch Bestimmungen ergänzt werden, mit denen bestehende Rechtsbegriffe wie Entgelt und gleichwertige Arbeit präzisiert werden, und durch Maßnahmen zur Verbesserung der Durchsetzungsmechanismen und des Zugangs zur Justiz.

Die Richtlinie 2023/970 führt für Arbeitnehmer das Recht ein, schriftliche Informationen über ihr individuelles Entgeltniveau und die nach Geschlecht aufgeschlüsselten durchschnittlichen Entgeltniveaus für Gruppen von Arbeitnehmern, die gleiche oder gleichwertige Arbeit verrichten, anzufordern.

Darüber hinaus verpflichtet die Richtlinie 2023/970 Arbeitgeber, regelmäßig über das Entgeltgefälle zwischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmerinnen zu berichten. Wenn aus diesem Bericht hervorgeht, dass ein Unterschied bei der durchschnittlichen Entgelthöhe von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern in Höhe von mindestens 5 % in einer Gruppe von Arbeitnehmer besteht und dieser Unterschied nicht durch objektive, geschlechtsneutrale Kriterien gerechtfertigt ist, muss eine gemeinsame Vergütungsbewertung durchgeführt werden. Auf der Grundlage dieser gemeinsamen Vergütungsbewertung müssen Arbeitgeber die Vergütungsunterschiede ermitteln, beseitigen und verhindern.

Die Umsetzung der Artikel der Richtlinie 2023/970, die aller Voraussicht nach in den Zuständigkeitsbereich der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen, werden in den Kommentaren zu den Artikeln des vorliegenden Dekretvorentwurfs dargelegt. Da noch kein föderaler Gesetzesentwurf vorliegt, werden ge-

gegebenfalls Abänderungen am vorliegenden Dekretvorentwurf vorgenommen und ein Zusammenarbeitsabkommen abgeschlossen werden müssen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 35: Vertrag zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der VoG Vivadom zu den Angeboten der häuslichen Unterstützung der VoG Vivadom für das Jahr 2026 sowie Erlass der Regierung zur Gewährung eines Zuschusses zu den Angeboten der häuslichen Unterstützung der VoG Vivadom für das Jahr 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Vertrag der VoG Vivadom für den Zeitraum vom 1. Januar 2026 bis 31. Dezember 2026.

Die Regierung gewährt der VoG Vivadom einen Zuschuss in Höhe von 4.075.208,00 € und verabschiedet den entsprechenden Erlass.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Laut Artikel 52 und 53 des Dekretes vom 13. Dezember 2018 über die Angebote für Senioren und Personen mit Unterstützungsbedarf sowie über die Palliativpflege bewilligt die Regierung ein jährliches Stundenpaket für Dienstleister der Familien- und Seniorenhilfe, der Krankenwache sowie der sozialen hauswirtschaftlichen Hilfe.

Durch den vorliegenden Vertrag wird das zur Verfügung stehende Stundenkapital, sowie die im Rahmen des Dekretes zu erfüllenden Aufgaben und die entsprechenden Qualitätskriterien geregelt. Auch die Bezuschussung sowie die Auszahlungsmodalitäten werden klar definiert.

Für das Jahr 2026 wird mit dem Dienst das folgende Stundenkapital genehmigt:

- 86.400 Dienstleistungsstunden beim Kunden in der eigentlichen Familien- und Seniorenhilfe, der Krankenwache, der sozialen hauswirtschaftlichen Hilfe, sowie in der Hilfe bei Mehrlingsgeburten,
- 1.509 Stunden für Weiterbildung,
- 2.148 Stunden für die Koordination, berechnet auf Basis von 2,5 % der geleisteten Stunden beim Kunden.

Die Bezuschussung des genehmigten Stundenkapitals basiert auf vier verschiedenen Stundensätzen pro Berufskategorie gemäß der Anlage 1 des vorliegenden Vertrages. Die Stundensätze setzen sich aus

einem Basissatz, einem Zusatz nach Dienstalter sowie einem Zusatz für außergewöhnliche Stunden (Wochenenden und Abendstunden) zusammen. Die Basisstundensätze und der Zusatz für das Dienstalter wurden um 1,25% erhöht.

Für das vereinbarte Stundenkapital erhält der Dienst somit einen Zuschuss in Höhe von insgesamt 3.459.760,14 €. Dieser setzt sich wie folgt zusammen:

- Zuschuss für geleistete Stunden beim Kunden in Höhe von 3.326.445,99 €,
- Zuschuss für Koordinations- und Weiterbildungsstunden in Höhe von 133.314,15 €

Der Dienst erhält außerdem einen Pauschalzuschuss für Umrahmungskosten in Höhe von 615.446,92 €. Dieser Zuschuss setzt sich zusammen aus:

- einem Pauschalzuschuss für Personal- und Fahrtkosten für die Verwaltung, die Sozialassistenten und die Direktion in Höhe von 544.663,38 €.

Im Rahmen der Aufwertung der häuslichen Hilfe wurde dieser Zuschuss für das Jahr 2026 und folgende um 131.224,65 € erhöht.

- einem Pauschalzuschuss für Koordination in Höhe von 70.783,54 €.

Der Gesamtzuschuss an die VoG Vivadom für das Jahr 2026 für die Angebote der häuslichen Unterstützung beläuft sich aufgerundet somit auf insgesamt 4.075.208,00 €.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Haushaltsjahr:	2026
Finanzstelle:	50.17
Finanzposition:	33.00

Zuschuss: 4.075.208,00 €

TOP 36: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten vom 23. März 1970

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten vom 23. März 1970.

Die Regierung beschließt in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 ein Gutachten in einer 30-Tage-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Artikel 10 Nummer 3 und Artikel 10 bis regelt der o.e. Ministerielle Erlass die Norm zur Festlegung der Anzahl Gruppenleiter. So beträgt die Betreuungsnorm 1 Vorarbeiter für 10 PMU's und ab einer neuen Gruppe von 6 Arbeitern kann ein weiterer Vorarbeiter bezuschusst werden.

Hiermit wird die Anzahl bezuschusster Vorarbeiter auf den Stand vom ersten Quartal 2025 fixiert, was der DSL ermöglicht, mit den verfügbaren Mitteln zu haushalten.

Dadurch wird auch den Beschützenden Werkstätten ermöglicht, in wirtschaftlich schwierigeren Zeiten, die durch Kurzarbeit gekennzeichnet sind und sich sehr wahrscheinlich mittelfristig nicht verbessern, das von ihnen ausgebildete Gruppenleiterpersonal zu finanzieren.

Der Verwaltungsausschuss für den Bereich selbstbestimmtes Leben hat in seiner Sitzung vom 23. Januar 2026 die Note diskutiert und sein positives Gutachten im Umlaufverfahren vom 5. Februar 2026 abgegeben.

Der Verwaltungsausschuss für den Bereich selbstbestimmtes Leben weist in seinem Gutachten darauf hin, dass die Gruppenleiternorm aus einer Zeit stammt, als der Begleitbedarf der Arbeiter mit Unterstützungsbedarf geringer war als heute.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Im Haushalt 2026 sind die Mittel vorhanden, um die Zuschüsse für die Vorarbeiter in den drei Beschützenden Werkstätten der Deutschsprachigen Gemeinschaft zum Stand vom 1. Quartal 2025 auszahlen zu können.

TOP 37: Beirat für Gesundheit: Tätigkeitsbericht 2025

1. Beschlussfassung:

Die Regierung nimmt den Tätigkeitsbericht 2025 des Beirats für Gesundheit zur Kenntnis.

Der Ministerin für Familie und Soziales, Wohnen und Gesundheit wird beauftragt, den Tätigkeitsbericht im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen:

Zum 1. April 2023 ist das Dekret zur Schaffung eines Beirates für Gesundheit in Kraft getreten. Dieser Beirat ersetzt die ehemaligen Beiräte für Gesundheitsförderung und Krankenhäuser, mit den diesbezüglichen Aufgabenbereichen. Zudem fallen in den

Aufgabenbereich des neuen Beirates auch das Erstellen von Gutachten in den Bereichen Psychiatrie, Rehabilitation, Organisation der gesundheitlichen Grundversorgung und ansteckende Krankheiten.

Laut Art.5 des Dekretes vom 27. Februar 2023 muss der Beirat zum Ende eines jeden Kalenderjahres einen Bericht über seine Tätigkeiten im abgelaufenen Jahr verfassen und diesen der Regierung und dem Parlament übermitteln.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 38: Bestellung von Vertretern im Gremium National Focal Point – Arbeitsgruppe zum Risikomanagement der öffentlichen Gesundheit (Risk Management Group RMG)

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt, ihre Vertreter in folgendem Gremium neu zu bestellen:

Gremium	Neue Vertretung
National Focal Point – Arbeitsgruppe zum Risikomanagement der öffentlichen Gesundheit (Risk Management Group RMG)	<u>Effektive Mitglieder:</u> Für das Kabinett der Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit: Herr Mathias Maucher Für das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Fachbereich Gesundheit: Herr Guido Jost <u>Ersatzmitglieder:</u> Für das Kabinett der Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit: Frau Dr. Michèle Pommé Für das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft: Frau Anna Schmelz

Die Ministerin für Gesundheit und Soziales wird mit der Durchführung vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Bezeichnung genannter Personen erfolgt gemäß dem Abkommen vom 5. November 2018 (protocole d'accord du 5 novembre 2018 entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128,

130 et 135 de la Constitution établissant les structures génériques pour la gestion sectorielle santé des crises de santé publique et leur mode de fonctionnement pour l'application du Règlement Sanitaire International (2005), et la décision n°1082/2013/EC relative aux menaces transfrontières graves sur la santé).

Die Arbeitsgruppe RMG, „Risk Management Group“ définit la Krisensituation als Gefahr für die öffentliche Gesundheit und bespricht, die vom RAG empfohlenen Maßnahmen. Ziel ist, eventuelle Schutzmaßnahmen einzuleiten, um die negativen Auswirkungen der Krisensituation in Grenzen zu halten. Beim RMG handelt es sich um das Management auf politische und administrative Ebene des vom RAG anerkannten Risikos.

Im RMG sind alle Gemeinschaften vertreten. Grundsätzlich sind dies Mitarbeiter der Ministerien und der Regierungen sowie eventuell dazu eingeladene Experten.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft



Mitteilung vom 10.03.2026

“Sketching Antimicrobial Resistance” : une exposition européenne inaugurée à Bruxelles pour sensibiliser le public par l’art

L'exposition européenne "Sketching Antimicrobial Resistance: Thirty stories, One Health" s'ouvre aujourd'hui à Bruxelles. Portée par l'action conjointe EU-JAMRAI 2, à laquelle la Belgique participe activement, elle réunit 30 illustrateurs de 30 pays pour sensibiliser à la résistance aux antimicrobiens (AMR) à travers l'art, dans une approche One Health. Soutenu par le SPF Santé publique, l'événement marque une étape clé de cette exposition itinérante dans cinq villes européennes, et met en avant l'engagement de l'Union européenne ainsi que la contribution de l'illustratrice belge Laura Janssens.

Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 10 mars 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de

EUR 3.343 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

ISIN Code : BE0312813851 - 11/06/2026
Montant accepté (EUR milliards) : 1.385
Rend. moyen pondéré: 2.037%
Bid-to-cover ratio : 1.43

ISIN Code : BE0312822944 - 11/03/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.958
Rend. moyen pondéré: 2.257%
Bid-to-cover ratio : 1.57
Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Peppol atteint 83% d'utilisateurs, soit 153.000 utilisateurs supplémentaires

Depuis le 1er janvier, 153.000 entreprises supplémentaires utilisent Peppol. Le niveau de 83% est désormais atteint tant en Flandre qu'en Wallonie, soit au total 995.819 entreprises. Il manque encore 7% des entreprises pour atteindre le plafond de 90% d'entreprises (environ 1.100.000 entreprises). La Belgique détient donc un record mondial sur l'ensemble de son territoire.

Mitteilung vom 09.03.2026

Amendes SAC : l'Institut fédéral des droits humains appelle à une réforme respectueuse des droits humains

L'Institut fédéral des droits humains (IFDH) publie aujourd'hui un avis sur les sanctions administratives communales (SAC). À l'approche de l'évaluation annoncée de la loi, l'IFDH appelle à une réforme de la loi pour garantir que les amendes SAC n'entravent pas l'exercice des droits fondamentaux.

Mitteilung vom 08.03.2026

Le SPF Affaires étrangères réitère l'engagement continu de la Belgique à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes

Depuis de nombreuses années, le SPF Affaires étrangères s'engage en faveur des droits des femmes dans le monde entier, et cet engagement belge reste bien vivant.

Mitteilung vom 06.03.2026

Conseil des ministres du 6 mars 2026

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi le vendredi 6 mars 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Marché public pour la création et la composition de templates

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à une solution logicielle pour la création et la composition de templates de documents.

Marché public relatif au nettoyage des locaux et des vitres

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le lancement d'un marché public relatif au nettoyage des locaux et des vitres des bâtiments utilisés par le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, et l'INAMI.

Marché public pour la Défense concernant la location d'un espace de hangar

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour la location d'un espace de hangar.

Marché public pour la Défense relatif aux systèmes C-UAS

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif aux « systèmes C-UAS ».

Adaptations en matière de prévention du burn-out au travail et d'innovation dans l'organisation du travail

Sur proposition du ministre du Travail David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant la réglementation relative à la prévention du burn-out au travail et d'innovation dans l'organisation du travail.

Transposition de la directive européenne relative au renforcement de la position du consommateur dans le cadre de la transition verte

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi transposant la directive européenne 2024/825 visant à renforcer la position du consommateur en lui permettant de poser des choix éclairés dans le cadre de la transition verte.

Fixation des montants de la dotation d'équilibre pour 2026

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant les montants de la dotation d'équilibre dans le régime des

travailleurs salariés et dans le régime des travailleurs indépendants pour l'année 2026.

Affaires sociales : augmentation du nombre d'heures supplémentaires volontaires

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires volontaires.

Mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile - Deuxième lecture

Sur proposition de la ministre de l'Asile et de la Migration Anneleen Van Bossuyt, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture deux avant-projets de loi en vue de l'application ou de la transposition en droit belge du Pacte européen sur la migration et l'asile.

Modernisation de la gestion du personnel des Chemins de fer belges – Deuxième lecture

Sur proposition du ministre de la Mobilité Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture deux avant-projets de loi qui mettent en œuvre l'accord de gouvernement, dans le but de moderniser la stratégie des ressources humaines au sein des Chemins de fer belges, afin de continuer d'assurer la performance du transport ferroviaire public de voyageurs.

Résultats de l'adjudication ORI Facility du 06 mars 2026**Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette**

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de ce jour pour un montant total de EUR 0.524 milliard. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

OLO 3.10% 22/06/2035 (OLO 103)
ISIN Code : BE0000363722 - 22/06/2035
Montant accepté (EUR milliards) : 0.304
Rend. moyen pondéré: 3.283%
Bid-to-cover ratio : 3.03

OLO 0.65% 22/06/2071 (OLO 93)
ISIN Code : BE0000353624 - 22/06/2071
Montant accepté (EUR milliards) : 0.220
Rend. moyen pondéré: 3.992%
Bid-to-cover ratio : 3.57

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/ORI ou Bloomberg BEDA - Capital Market - OLO Optional Reverse Inquiry - Results.

OLO Optional Reverse Inquiry (ORI) facilité du 06 mars 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique que les 2 lignes d'OLO suivantes seront adjuduées le vendredi 06 mars 2026 pour un montant maximum de EUR 500 millions :

1.
Dénomination : OLO 3.10% 22/06/2035
Code ISIN : BE0000363722
Numéro OLO : OLO 103
Encours : EUR 13 231 000 000.00

2.
Dénomination : OLO 0.65% 22/06/2071
Code ISIN : BE0000353624
Numéro OLO : OLO 93
Encours : EUR 7 150 000 000.00

La date de paiement est fixée au 10 mars 2026.

Prix Awa : La Belgique renforce l'entrepreneuriat des femmes en Afrique et au Proche-Orient et met en lumière leurs trajectoires inspirantes

Pendant 4 ans, le Prix Awa a appuyé 27 entrepreneures issues de 13 pays. Afin de conclure le projet, 12 entrepreneures partageront lors d'une rencontre thématique à Bruxelles les transformations que cet accompagnement a rendues possibles — des récits de leadership, d'innovation et d'impact qui éclairent les enjeux actuels de l'entrepreneuriat des femmes en Afrique.

Mitteilung vom 05.03.2026

Enquête fédérale sur les déplacements domicile-travail: le vélo a plus que doublé en 20 ans

Depuis 20 ans, l'enquête fédérale sur les déplacements domicile-travail se penche systématiquement sur la manière dont les travailleurs se déplacent entre leur domicile et leur lieu de travail.

Mitteilung vom 04.03.2026

Bons d'État - émission du 4 mars 2026 Montant final

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

Campagne des Bons d'État du 4 mars 2026 - Résultat final

Le montant final souscrit lors de la campagne de Bon d'État du 4 mars 2026 s'élève à 262 852 600 EUR.

Ce montant est réparti entre le service des Grands-Livres et les établissements placeurs comme suit :

Via le service des Grands-Livres :
137 684 800 EUR (pour 4 492 souscriptions)
• Bon d'État à 1 an : 122 966 600 EUR
• Bon d'État à 8 ans : 14 718 200 EUR

Via les établissements placeurs :
125 167 800 EUR
• Bon d'État à 1 an : 111 200 000 EUR
• Bon d'État à 8 ans : 13 967 800 EUR

À L'AÉROPORT DE LIÈGE, LA HAUSSE RECORD DES DÉCLARATIONS E-COMMERCE SE POUR-SUIT

L'AÉROPORT DE LIÈGE EST UN PÔLE EUROPÉEN MAJEUR POUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE. L'aéroport de Liège s'est imposé comme l'une des principales plaques tournantes européennes pour le commerce électronique. Près de 20 % des déclarations douanières européennes liées à l'e-commerce y sont aujourd'hui traitées. Ce volume élevé se traduit par une hausse spectaculaire du nombre de déclarations à gérer pour la douane. En 2025, les douanes ont enregistré 1,3 milliard de déclarations de commerce électronique. Cela représente en moyenne 3,6 millions de déclarations par jour, un chiffre qui a même atteint 4,7 millions par jour en janvier 2026.

Mitteilung vom 03.03.2026

Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 03 mars 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 3.606 milliard. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

ISIN Code : BE0312813851 - 11/06/2026
Montant accepté (EUR milliards) : 1.303
Rend. moyen pondéré: 2.043%
Bid-to-cover ratio : 1.28

ISIN Code : BE0312816888 - 10/09/2026
Montant accepté (EUR milliards) : 1.220
Rend. moyen pondéré: 2.094%
Bid-to-cover ratio : 1.45

ISIN Code : BE0312821938 - 11/02/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.083
Rend. moyen pondéré: 2.175%
Bid-to-cover ratio : 1.63

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.



Belgische Nationalbank

La croissance économique belge devrait légèrement augmenter pour atteindre 0,2 % au premier trimestre 2026

9 mars 2026 - 10:00

Selon les statistiques révisées, la croissance de l'économie belge s'est établie à 0,1 % au quatrième trimestre 2025, un chiffre inférieur à la première estimation flash de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) ainsi qu'à l'estimation publiée dans le Business Cycle Monitor (BCM) de décembre 2025. Pour le trimestre en cours, le rythme de croissance devrait légèrement augmenter pour atteindre 0,2 %. ... [lire plus](#)

Geschäftsbericht 2025 - Wirtschafts- und Finanzentwicklung

5 März 2026 - 9:00

Dieser Bericht bietet eine eingehende Analyse der wirtschaftlichen und finanziellen Entwicklungen in Belgien, Europa und der Welt im Laufe des vergangenen Jahres. ... [weiter lesen](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad van 06 maart 2026

- Comité van beheer Nationaal Geografisch Instituut (NGI): vervanging vertegenwoordiger Vlaamse Regering
- Flanders Trainee Programme: voorontwerp decreet over subsidiëring stages bij multilaterale organisaties
- Principiële goedkeuring Brownfieldconvenant 222. Burcht - Neuzenberg in het kader van de 10de oproep
- Uitvoering wet van 19 december 2025 over de weerbaarheid van kritieke entiteiten (CER-wet) en aanduiding sectorale overheden bij koninklijk besluit: standpuntbepaling
- Vlaanderen helpt Oekraïne: beheer, ondersteuning en uitfasering huisvestingstool (HVT)
- Samenwerkingsakkoord energie- en milieu-investeringsaftrek
- Vastgoedinformatieplatform (VIP): maatregelenregister als nieuw product
- Bijzondere raadgevende commissies (brc) telecommunicatie en postdiensten en e-commerce: aanstelling vertegenwoordigers Vlaamse Regering
- Wijziging besluit Vlaamse Codex Wonen 2021: toewijzingsregels sociale huurwoningen
- Wijziging besluit Vlaamse Codex Wonen van 2021: erkenning woonmaatschappijen als kredietbemiddelaars van het Vlaams Woningfonds
- Wijziging uitvoeringsbesluit decreet Wonen in eigen streek (WIES): onroerend bezitsvoorwaarde
- Wijziging besluit vaststelling erkennings-, uitvoerings- en subsidiëeringsvoorwaarden LEADER-gebieden: technische wijzigingen en verduidelijkingen
- Voorlopige vaststelling GRUP 'Fort Van Lillo' en voorlopige gedeeltelijke opheffing van het beschermde stadsgezicht 'Lillo-fort met veer en getijdenhaven' in Antwerpen
- Agentschap Opgroeien regie: schrapping toelage backofficemedewerkers
- IF.IC vzw: subsidie IF.IC-uitrol in de publieke geregionaliseerde zorgsectoren
- Harmonisatie werking, presentiegelden en vergoedingen adviesorganen: wijzigingsbesluit
- Definitieve vaststelling GRUP 'Regionaalstedelijk gebied Mechelen, Herneming deelgebied Maenhoevevelden'
- Instemming met afwijking van voorschriften GRUP 'Bestaand regionaal bedrijf Bomaco in Zellik' aan provinciebestuur Vlaams-Brabant
- Geïntegreerde planprocessen gewestelijke ruimtelijke uitvoeringsplannen: goedkeuring reeks procesnota's
- Projectoproepen 'Proeftuinen Droogte 3.0 2021' en 'Proeftuinen Droogte 2022': verlenging uitvoeringstermijn drie subsidiebesluiten
- Subsidiereglement Projectoproep Lokale Blue Deals 2026: deel procesondersteuning
- Wijziging decreet Invoeren van intelligente vervoerssystemen op het gebied van wegvervoer en voor interfaces met andere vervoerswijzen
- Principiële goedkeuring voorontwerp van decreet over aangepast vervoer voor personen met een mobiliteitsbeperking
- Vervoer met langere en zwaardere slepen (LZV's/eco-combi's): wijzigingsbesluit verlenging tweede proefproject
- Wijziging Radiodecreet: verlenging erkenningen netwerkradio-omroeporganisaties en lokale radio-omroeporganisaties
- Wijziging Radio- en Televisiedecreet: invoering digitale landelijke en lokale radio-omroeporganisaties, vereenvoudiging regelgeving, omroepmodel DAB+
- Bekrachtiging en afkondiging decreet dat instemt met samenwerkingsakkoord over afstemming arbeidsmarktbeleid en bevordering van mobiliteit werkzoekenden

- Implementatie Europese regelgeving over hernieuwbare energie, kritieke grondstoffen en nettonultechnologie: bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet
- Wijziging wegcode: standpuntbepaling
- Mededelingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 05.03.2026

Finis l'impunité en matière de bien-être animal

Le Gouvernement wallon adopte en première lecture une réforme du Code wallon du Bien-être des animaux. L'objectif est clair : renforcer l'efficacité des sanctions, lutter réellement contre l'impunité, en particulier en cas de récidive, et adapter la législation aux réalités du terrain. La réforme modernise le cadre juridique existant, améliore les outils de contrôle et apporte des réponses concrètes à des situations devenues critiques. ... [lire plus](#)

La Wallonie mobilise 729 millions € pour la mobilité durable, la rénovation des logements publics et les micro-entreprises

Le Gouvernement wallon a approuvé la version définitive des mesures du volet wallon du Plan social climat qui concerne le logement, la mobilité durable et les micro-entreprises. L'objectif est de soutenir les familles vulnérables et les micro-entreprises, tout en accélérant la transition énergétique. ... [lire plus](#)

L'innovation wallonne simplifiée, structurée et orientée vers la valorisation économique

La Wallonie investit massivement en recherche et développement et dispose d'atouts reconnus : universités de haut niveau, centres de recherche performants, tissu industriel innovant. Mais cet écosystème s'est progressivement complexifié, au point de devenir difficilement lisible pour les entreprises. Sur proposition du Ministre de l'Économie et de l'Industrie Pierre-Yves Jeholet, le Gouvernement wallon a adopté en première lecture un avant-projet de décret qui réforme en profondeur l'organisation de l'innovation régionale afin de la rendre plus cohérente, plus stable et davantage orientée vers des résultats économiques mesurables. ... [lire plus](#)

Un air pur pour l'Europe – une qualité de l'air ambiant : un nouvel objectif ambitieux pour la Wallonie

Face à l'urgence sanitaire et climatique, la Wallonie transpose la nouvelle directive européenne sur la qualité de l'air, elle s'aligne sur ses voisins européens tout en conservant ses standards les plus exigeants. Objectif : protéger plus efficacement la population et engager sans délai les mesures qui permettront d'atteindre les normes renforcées dès 2030. ... [lire plus](#)

Europa und regionale Zusammenarbeit



Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

170. Plenartagung des Europäischen Ausschusses der Regionen

The main highlights of the session were:

- Debate on the Multiannual Financial Framework (MFF) post 2027
- Debate on Competitiveness, the Single Market and Public Procurement
- Debate on Water Resilience

Diskussion und Abstimmung folgender Stellungnahmen:

- Mehrjähriger Finanzrahmen nach 2027 einschl. Eigenmittelpaket
- Sondierung der Rolle des Privatsektors bei der Stärkung der Kohäsionspolitik nach 2027
- Wohlergehen von Kindern und Kindergeld – Erfassung der Kindergeldsysteme in den EU-Mitgliedstaaten
- Binnemarktstrategie
- Die EU-Start-up- und Scale-up-Strategie
- Binnemarkt und Zollprogramm
- Europäischer Fonds für Wettbewerbsfähigkeit (ECF)
- Aktionsplan für die europäische chemische Industrie
- Das Europäische Netzpaket
- Bewertung der Richtlinien über die Vergabe öffentlicher Aufträge
- Europäische Strategie für Wasserresilienz
- Erweiterungspaket 2025: Westbalkan und Türkei – Ukraine, Moldau und Georgien
- EU-Strategie für den Schwarzmeerraum

... [weiter lesen](#)



Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

50ème Session du Congrès

30.03.-01.04.2026, Strasbourg

Le projet d'ordre du jour prévoit e. a. l'élection d'une nouvelle présidence du Congrès. ... [lire plus](#)



Benelux Parlement

13. März 2026 - Ausschüsse

Commission Finances et mobilité

1. Examen de la demande adressée par la commission des Finances et du Budget de la Chambre des représentants de Belgique à la commission des Finances et de la Mobilité du Parlement Benelux concernant la proposition de résolution concernant « concernant la création d'un marché des capitaux approfondi pour le Benelux et l'Europe et l'élargissement de la culture de l'investissement en Belgique ([doc. Chambre, 56-1216/1](#))
2. Effets transfrontaliers des modifications de la TVA dans les pays du Benelux : Discussion de la note d'information rédigée par M. Steven Matheï en vue d'une audition avec un représentant de la DG TAXUD de la Commission européenne (sous réserve).

Commission coopération transfrontalière

Le télescope Einstein:

1. Audition de MM. Stan Bentvelsen, directeur scientifique, et Olivier Granville, membre du comité de direction, au bureau du projet Einstein Télescope EMR à Maastricht
2. Préparation de la visite de travail à la commune d'Eijsden-Margraten (NL) le vendredi 27 mars 2026

Commission Affaires étrangères

L'évaluation des accords de Schengen : défis et perspectives d'avenir : Suite de la discussion après renvoi de la proposition de recommandation par la séance plénière

Zu den Berichten über die vergangenen Kommissionssitzungen 2026: ... [lire plus](#)



Gipfel – Großregion

Grenzüberschreitende Praktika für Arbeitsuchende im Rahmen von aktiven arbeitsmarktpolitischen Maßnahmen in der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Belgien

Die Task Force Grenzgänger der Großregion (TFG) hat auf Wunsch ihrer Finanzierungspartner für die

Regionen Deutschsprachige Gemeinschaft und Wallonie eine Bestandsaufnahme erstellt, in der untersucht wird, inwiefern es in der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft wohnhaften Arbeitsuchenden möglich ist, grenzüberschreitende Praktika im Rahmen der AAMP-Maßnahmen in den Nachbarstaaten der Großregion durchzuführen.

Dabei werden sowohl die in der Deutschsprachigen Gemeinschaft und in der Wallonie als auch die in den Nachbarstaaten der Großregion, Deutschland, Frankreich und Luxemburg, bestehenden Möglichkeiten Praktika als Maßnahmen der aktiven Arbeitsmarktpolitik durchzuführen dargestellt. Im nächsten Schritt werden die Möglichkeiten für Arbeitsuchende untersucht, grenzüberschreitende Praktika sowohl nach belgischem Recht als auch nach dem Recht der Nachbarstaaten durchzuführen. Bestandteil der Untersuchung ist zudem die Frage des arbeits- und sozialversicherungsrechtlichen Status während der Durchführung der AAMP-Maßnahmen im Nachbarland, die Behandlung des arbeitsuchenden Praktikanten im jeweiligen Nachbarland sowie die Bewertung der Möglichkeit der Durchführung von grenzüberschreitenden Praktika für in Belgien wohnhafte Drittstaatsangehörige. In einem letzten Schritt stellt die TFG, wie unten zusammengefasst, ihre Feststellungen zur Möglichkeit der grenzüberschreitenden Durchführung von Praktika für Arbeitsuchende im Nachbarland dar und schlägt mögliche Lösungsansätze vor.

... [weiter lesen](#)



Interregionaler Parlamentarierat IPR - Großregion

Operativer Vorsitz durch das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft - 40 Jahre IPR und Kolloquium „Grenzüberschreitende Herausforderungen des Arbeitsmarkts in der Großregion“

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat für das erste Halbjahr 2026 den operativen Vorsitz des IPR übernommen.

Um das 40jährige Jubiläum zu begehen, wurde ein kurzes Video mit Grußbotschaften der Parlamentspräsidenten aus den Partnerregionen erstellt, Präsidenten und Präsidentinnen der beteiligten parlamentarischen Versammlungen eine Videobotschaft veröffentlicht ([Video 40 Jahre IPR](#)).

Beim Kolloquium am 27. März 2026 in Eupen wird es schwerpunktmäßig um den Abbau von Hemmnissen auf dem Arbeitsmarkt und um die Entwicklung gemeinsamer Strategien zur Bekämpfung des Fachkräftemangels gehen. ... [weiter lesen](#)

Kommission 3: Verkehr und Kommunikation

25.03.2026, Saarbrücken

Als Schwerpunkt zur Beratung in dieser Sitzung steht das Thema „Autonomes Fahren in der Großregion“ zur Tagesordnung.



Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas (CALRE)

25.03.2026 - Arbeitsgruppe „Zukunft und Reformen der CALRE“

Zur Tagesordnung steht die Beschlussvorlage „Die CALRE im Mehrebenensystem der Europäischen Union: Reformvorschläge für eine nachhaltige Zukunft der CALRE“ – Diskussion und weitere Vorgehensweise.



Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

Policy Brief #10 – Borderlands, Borders and Minorities

Borders Shaping Perceptions of European Societies (B-SHAPES) is a Horizon Europe Research and Innovation Action project that analyses how borders remain a key factor in our understanding of societies, to support evidence-based policymaking and inclusive considerations for policymakers and those interested in the role of borders within the wider context of EU Cohesion policy and practice.

This policy brief highlights how minority youth experience borders and the European Union and provides recommendations to EU policymakers and EU officials. ... [read more](#)

Cross-border Energy Communities Initiative: 7 Pilot Actions selected

The Cross-border Energy Communities (CBEC) initiative, launched by the European Commission and managed jointly by AEBR and the Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT), has selected seven pilot actions to develop new (quasi-)cross-border energy communities that foster citizen co-operation and accelerate the energy transition in European border regions – a. o. the Pilot action “Cross-Border Energy Community Kempen” by citizen energy cooperatives Campina Energie (BE) and KempenStroom (NL). ... [read more](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 49 vom 04. März 2026 (s. Anlage)

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

25 FEVRIER 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 27 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative au statut pécuniaire du personnel AAJ et SASPE (remplace la convention conclue le 19 juin 2025 et enregistrée sous le numéro 194974/CO/319.02), p. [13110](#).**

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
18. Dezember 2025 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 23. Dezember 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung, S. [13136](#).**

N. 50 vom 05. März 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
1. Februar 2024 - **Erlass der Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 22. Mai 2023 zur Förderung des Journalismus in der Deutschsprachigen Gemeinschaft - Erratum, S. [13425](#).**

Deutsche Übersetzungen

N. 50 vom 05. März 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
21. Dezember 2021 - **Gesetz zur Umsetzung des europäischen Kodex für die elektronische Kommunikation und zur Abänderung diverser Bestimmungen im Bereich der elektronischen Kommunikation** - Deutsche Übersetzung, S. [13255](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
2. MARZ 2023 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 6. August 1990 über die Krankenkassen und Krankenkassenlandesverbände** - Deutsche Übersetzung, S. [13307](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
29. März 2024 - **Gesetz zur Ausführung der Verordnung (EU) 2022/1925 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2022 über bestreitbare und faire Märkte im digitalen Sektor und zur Änderung der Richtlinien (EU) 2019/1937 und (EU) 2020/1828 und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen über die Organisation und die Befugnisse der Belgischen Wettbewerbsbehörde** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [13317](#).

13110

BELGISCH STAATSBLAD — 04.03.2026 — MONITEUR BELGE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C – 2026/000856]

25 FEBRUARI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende het geldelijke statuut van het personeel van de "AAJ" en "SASPE" (vervangt de overeenkomst gesloten op 19 juni 2025 en geregistreerd onder het nummer 194974/CO/319.02) (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 27 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende het geldelijke statuut van het personeel van de "AAJ" en "SASPE" (vervangt de overeenkomst gesloten op 19 juni 2025 en geregistreerd onder het nummer 194974/CO/319.02).

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 februari 2026.

FILIP

Van Koningswege:
De Minister van Werk,
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C – 2026/000856]

25 FEVRIER 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 27 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative au statut pécuniaire du personnel AAJ et SASPE (remplace la convention conclue le 19 juin 2025 et enregistrée sous le numéro 194974/CO/319.02) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 27 novembre 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative au statut pécuniaire du personnel AAJ et SASPE (remplace la convention conclue le 19 juin 2025 et enregistrée sous le numéro 194974/CO/319.02).

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 février 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi,
D. CLARINVAL

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/000997]

18. DEZEMBER 2025 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 23. Dezember 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 7;

Aufgrund des Dekrets vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung, Artikel 7 Absatz 1 Nummer 3, ersetzt durch das Dekret vom 11. Dezember 2018, Artikel 7 Absatz 2, abgeändert durch das Dekret vom 11. Dezember 2018 und Artikel 10.1 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 11. Dezember 2018;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 23. Dezember 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 4. Juli 2025;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 10. Juli 2025;

Aufgrund der Entscheidung der Datenschutzbehörde Nr. CO-A-2025-135 vom 1. September 2025, auf das Standard-Gutachten Nr. 65/2023 vom 24. März 2023 zu verweisen;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 78.156/2 des Staatsrates, das am 24. September 2025 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

In Erwägung des Gutachtens des Rates für Erwachsenenbildung vom 25. Juni 2025;

Auf Vorschlag des für die Erwachsenenbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses der Regierung vom 23. Dezember 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 5. Dezember 2019, wird aufgehoben.

Art. 2 - Artikel 3 Absatz 3 desselben Erlasses der Regierung, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 5. Dezember 2019 und abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 12. Oktober 2023, wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 1 Buchstabe *a*) wird das Komma am Ende des Satzes durch einen Punkt ersetzt und folgender Satz eingefügt: „Die Anschrift der Teilnehmer kann auf einem eigenständigen Dokument vermerkt und der Anwesenheitsliste beigelegt werden;“

2. In Nummer 3 wird das Semikolon am Ende des Satzes durch einen Punkt ersetzt und folgender Satz eingefügt: „Ein Beitrag auf sozialen Netzwerken, der auf eine künftige Weiterbildung hinweist, gilt als Presseankündigung, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

a) das Veröffentlichungsdatum ist auf dem Ausdruck des Beitrags erkennbar,

b) der Ausdruck gibt den gesamten Beitrag wieder;“

3. In Nummer 4 wird das Wort „Weiterbildungseinheit“ durch das Wort „Weiterbildung“ ersetzt und folgender Satz eingefügt: „Ein Beitrag auf sozialen Netzwerken, der über eine durchgeführte Weiterbildung berichtet, gilt als Presseartikel, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

a) das Veröffentlichungsdatum ist auf dem Ausdruck des Beitrags erkennbar,

b) der Beitrag ist in Form eines Berichts über die durchgeführte Weiterbildung gestaltet,

c) der Ausdruck gibt den gesamten Beitrag wieder;“

4. In Nummer 7 wird der Punkt am Ende des Satzes durch ein Semikolon ersetzt.

5. Folgende Nummer 8 wird eingefügt:

„8. für die Weiterbildungen, die durch andere Personalmitglieder des Ministeriums als diejenigen, die für die Erwachsenenbildung zuständig sind, oder durch einen Dienst mit getrennter Geschäftsführung begleitet beziehungsweise kontrolliert werden, eine Bescheinigung des betroffenen Personalmitgliedes oder Dienstes mit getrennter Geschäftsführung, die die Durchführung bestätigt und folgende Angaben enthält:

a) das Datum und die Anfangs- und Endurzeiten, an denen die Weiterbildung stattgefunden hat,

b) den Namen und Vornamen der Teilnehmer oder die Anzahl der Teilnehmer,

c) die Bezeichnung und den Durchführungsort der Weiterbildung.“

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 1. Januar 2025 in Kraft.

Art. 4 - Der für die Erwachsenenbildung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 18. Dezember 2025

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien

G. FRECHES

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/001617]

1. FEBRUAR 2024 — Erlass der Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 22. Mai 2023 zur Förderung des Journalismus in der Deutschsprachigen Gemeinschaft — Erratum

Das Datum der Unterzeichnung in der deutschsprachigen Fassung des vorgenannten Erlasses, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Dezember 2025, Seite 93457 und folgende veröffentlicht worden ist, wird durch das folgende Datum ersetzt:

„Eupen, den 1. Februar 2024“.

La date de signature dans la version germanophone de l'arrêté précité, publié au *Moniteur belge* du 12 décembre 2025, pages 93457 et suivantes, est remplacée par la date suivante :

„Eupen, den 1. Februar 2024“.

Het datum van ondertekening in de Duitstalige versie van bovengenoemd besluit, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 12 december 2025, bladzijde 93457 en volgende, wordt vervangen door het volgende datum:

„Eupen, den 1. Februar 2024“.

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommer

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be